



## Séance ordinaire du mardi 28 septembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Mathilde BORNE, Michel CALVO, Brigitte DEVOISSELLE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Célia SERRANO, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, William ARS, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Hervé MARTIN, Véronique NEGRET, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI

## **Cycles de l'eau - Plan de gestion des cours d'eau du bassin versant de Thau et de l'étang de l'Ingril sur le territoire de la Métropole - Dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'intérêt général - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le plan de gestion élaboré par le Syndicat Mixte du Bassin de Thau (SMBT), en concertation avec les EPCI Gémapiennes, est un document cadre qui définit sur la période 2022-2027 les modalités d'intervention et les priorités de tronçons de cours d'eau à entretenir de manière cohérente à l'échelle de l'ensemble des bassins versants.

La mise en œuvre des travaux prévus au plan de gestion sur le territoire de la Métropole nécessite au préalable, l'obtention d'une Déclaration d'Intérêt Général (DIG), par arrêté préfectoral pris après une procédure d'enquête publique.

En effet, en application des articles L. 215-14 et suivants du Code de l'environnement et de l'article 114 du Code rural, l'obligation d'entretien des cours d'eau (lit et berges) incombe aux propriétaires riverains. Cependant, les collectivités et EPCI exerçant la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) peuvent, conformément à l'article L. 211-7 du Code de l'environnement, utiliser les articles L. 151-36 à L. 151-40 du Code rural pour entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence et visant notamment :

- L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal à ce lac ou à ce plan d'eau ;
- La protection, la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

L'intérêt général des travaux résulte :

- De la nature collective des enjeux menacés par les embâcles et l'entretien insuffisant des cours d'eau du bassin versant ;
- Des objectifs de lutte contre les inondations conformes aux articles L.151-36 du Code rural et L.211-7 du Code de l'environnement ;
- De la nécessité de préserver voire restaurer les boisements et végétation rivulaires pour qu'ils conservent leurs fonctions (autoépuration des eaux, maintien des berges, frein aux écoulements, conservation de la biodiversité, etc.) ;
- De leur compatibilité avec les documents d'orientation s'appliquant sur ces cours d'eau : le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des eaux Rhône Méditerranée (SDAGE), le PGRI Rhône Méditerranée, le SAGE Thau-Ingril, le plan de gestion de la Vène de 2011, voire leur mise en œuvre ;
- Des objectifs de la Directive européenne Cadre sur l'Eau (DCE).

La DIG est demandée pour une durée de 5 ans sur la période 2022-2027.

Le plan de gestion porte sur deux communes de la Métropole : Cournonsec et Fabrègues et sur un linéaire de cours d'eau de 8 kms. Les ruisseaux de la Vire, la Vène, des Rabassières et du Roudourel sont des cours d'eau non domaniaux. Les propriétés riveraines s'étendent donc jusqu'à la moitié du lit. L'accès aux berges des engins nécessaires au déroulement des travaux se fera en concertation avec les riverains, des conventions de droit de passage leur seront proposées pour arrêter les modalités d'intervention.

Les travaux seront réalisés entre début août et fin février, hors abattages lesquels seront réalisés entre août et octobre dans le respect de la nidification. Des interventions en tout temps pourront être réalisées en cas de danger imminent : travaux post-crue, retrait des embâcles, débordement de cours d'eau.

Les cours d'eau du bassin versant de Thau et de l'étang de l'Ingril s'étendent sur les territoires des EPCI voisins de Sète agglomération Méditerranée et de la Communauté d'agglomération Hérault Méditerranée. Les dossiers d'enquête préalable aux déclarations d'intérêt général des travaux de restauration et d'entretien sont approuvés dans les mêmes termes par ces dernières, de manière à obtenir les autorisations réglementaires à l'échelle du bassin-versant.

En complément, les travaux sont soumis à une procédure de déclaration au titre des articles L. 214-1 à 214-4, 214-6 et R. 214-1 à 214-58 du Code de l'environnement (ancienne loi sur l'eau du 3 janvier 1992) et soumis à une procédure d'évaluation des incidences (articles R. 214-32 et R.214-33 du Code de l'environnement).

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les dossiers d'enquête préalable à la déclaration d'intérêt général et à la déclaration au titre du Code de l'environnement des travaux de restauration et d'entretien des cours d'eau du bassin versant de Thau et de l'étang de l'Ingril situés sur le territoire de la Métropole ;
- De solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault de l'ouverture de l'enquête publique préalable à l'obtention de la déclaration d'intérêt général ;
- De requérir à l'issue de l'enquête publique le prononcé de l'arrêté correspondant ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/10/21

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 8 octobre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210928-167498-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/10/21

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Plan des cours d'eau

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.